

Le virage néo-libéral de l'Europe au cours des années 90

Jean Gadrey, Professeur émérite d'économie à l'Université Lille I

Dans cette contribution, je m'efforce de montrer, en premier lieu, que le choix qui nous est offert à l'occasion du référendum constitutionnel implique de réfléchir au moins autant au contexte passé et actuel de la construction européenne qu'au texte du projet de Constitution lui-même. Je présente en second lieu un rappel historique de l'évolution de l'Europe des conditions de travail et d'emploi, sous l'angle des politiques mises en oeuvre par les institutions européennes pour faire exister ou non un « volet social » qui puisse équilibrer les objectifs marchands dominants. Le même exercice est proposé pour les services publics. Dans les deux cas, et même s'il ne faut pas idéaliser le passé, un net retournement libéral s'est produit au cours des années 90. En conclusion, est présentée une réflexion sur les perspectives politiques, à mes yeux crédibles, d'un « non » français donnant un coup d'arrêt à la libéralisation généralisée pratiquée dans tous les domaines depuis une quinzaine d'années.

Intérêt et limites du débat sur les textes

Les Français vont se prononcer, le 29 mai, pour ou contre un texte à portée constitutionnelle que peut-être moins de 1 % d'entre eux auront lu, quels que soient les efforts louables des militants et des associations qui les incitent à en prendre connaissance. Ils auront certes été informés par des médiateurs divers (responsables politiques, médias, syndicats, organisations militantes comme ATTAC...) dont certains maîtrisent bien le texte, en dépit de son insupportable lourdeur et de sa complexité. Ils en connaîtront éventuellement quelques articles, ceux que ces médiateurs auront mis en avant à l'appui de leurs propres choix en laissant souvent dans l'ombre ceux qui ne les arrangent pas. Ce n'est pas un hasard si, par exemple, Valéry Giscard d'Estaing conseille aux électeurs de ne pas s'embarrasser de la partie III du texte, la plus volumineuse, et de loin la plus libérale.

On peut, et sans doute on doit, dire aux électeurs : « lisez ce texte, c'est lui qu'il faut juger ». C'est une saine recommandation civique. On parviendra peut-être ainsi à ce que le nombre de citoyens qui connaissent ce texte soit cent fois ou mille fois plus important que le nombre, infinitésimal, de ceux qui ont lu les traités antérieurs, celui de Nice notamment, des textes repris à 95 % dans le texte actuel, mais qui, ratifiés par des gouvernements, étaient passés très au dessus de la tête des peuples.

En passant, cette situation nouvelle fait réfléchir aux arguments de ceux qui nous disent que, le texte actuel étant amélioré sur certains points par rapport au « calamiteux » traité de Nice, ce serait une bonne raison de l'adopter. On peut raisonner autrement : si des traités calamiteux ont été signés sans que les électeurs aient la moindre idée de leur contenu, une Constitution qui reprend 95 % de ce contenu pourrait éventuellement être jugée « calamiteuse à 95 % » par des électeurs désormais consultés et qui estimerait que les 5 % d'amélioration – dont on pourrait d'ailleurs discuter, mais ce n'est pas mon objet – ne font pas le poids, surtout si on ajoute que la portée constitutionnelle du nouveau texte renforce le statut des calamités. Ces électeurs auraient quelques raisons de croire que, même si la Constitution reprenait à 100 % les textes antérieurs, les avocats d'un « oui de gauche », membres de partis politiques qui participaient au gouvernement signataire du traité de Nice, la défendraient tout aussi résolument.

Quoi qu'il en soit de ce débat, finalement secondaire, sur les avancées ou les reculs par rapport aux textes actuels, il reste que seule une infime minorité de gens se prononcera « en connaissance de cause ».

Mais que veut dire, dans le cas présent, « en connaissance de cause » ? Les électeurs qui voteront sans avoir lu le texte, ou sur la base d'informations très parcellaires, ne sont

peut-être pas « irrationnels ». Il se peut même que ce qu'ils savent du contexte soit plus important, pour se faire une opinion, que la lecture d'un texte aride et fait pour ne pas être lu. Ceux qui acceptent de consacrer du temps à cette lecture ne perdent pas leur temps. Ils peuvent peaufiner leurs arguments, contrer des arguments adverses, et surtout participer à une meilleure connaissance des enjeux par les citoyens. Mais on aurait tort de penser que les électeurs qui ne pourront pas aller jusqu'à ce niveau de savoirs sont condamnés à exprimer la passion au détriment de la raison. D'autant que la « passion réfléchie » n'a pas à être exclue de choix qui portent sur un projet de civilisation ou sur son dévoiement.

Tout porte donc à croire que ce qui fondera d'abord le vote de l'immense majorité des électeurs est un jugement assez global, puisant à de multiples sources personnelles et collectives, sur l'Europe telle qu'elle s'est faite et telle qu'elle évolue actuellement, sur les perspectives de la voir évoluer dans un sens souhaité, et sur la possibilité qu'un vote positif ou négatif joue en ce sens. Au delà du texte, c'est le contexte qui pèsera le plus. Pas seulement, quoi qu'on en dise, le contexte français. D'abord le contexte européen (qui n'est d'ailleurs pas étranger à la dégradation du contexte social en France) et la perception des apports, des limites et des risques de la construction en cours, auxquels il faut ajouter un pari délicat sur les conséquences politiques d'un « oui » ou d'un « non » en France.

Le revirement de l'Europe sociale

Le discours assimilant globalement la construction européenne à un projet historique purement marchand depuis ses origines est excessif, et il est contredit par les faits. S'il pouvait être prouvé qu'en aucun cas, depuis ses débuts, l'Europe n'avait rien fait d'autre que de promouvoir l'extension d'un marché sans règles sociales et environnementales, il y aurait en effet de quoi s'inquiéter. Non seulement pour l'idée d'Europe en général, mais aussi sur la capacité, qui serait désespérément nulle, des peuples, des syndicats, ou des forces de gauche, à infléchir une trajectoire libérale conquérante.

Mais on ne peut rien prouver de tel. La construction européenne a été marquée, dans certains domaines et à certaines époques, par des progrès sur le plan de l'harmonisation sociale. Le champ principal de ces progrès des droits sociaux est certes circonscrit, mais il est important. Il concerne la santé et la sécurité au travail et l'égalité des hommes et des femmes dans ce domaine (encadré 1). Il a constitué le principal fleuron de l'Europe sociale.

Encadré 1 (Laurent Vogel, Revue de la CFDT, avril 1999)

Si l'on examine le chemin parcouru depuis le premier programme d'action sociale adopté par la Communauté européenne en 1974, force est de constater l'accumulation de retards, d'échecs et d'impasses.

L'harmonisation vers le haut des conditions de vie et de travail reste un objectif qui passe au troisième plan derrière la réalisation du marché unique (à partir de la moitié des années 80) et d'une zone monétaire unique (à partir des accords de Maastricht).

Les directives adoptées sont peu nombreuses et leur efficacité est parfois problématique. Seules exceptions : la santé au travail et l'égalité des hommes et des femmes dans les conditions de travail.

Pour ces deux thèmes, la production normative communautaire a été systématique. Elle a contenu de nombreux aspects innovants par rapport aux situations existantes dans les États membres.

Il est vrai que l'objectif de construction et d'élargissement du marché intérieur des biens agricoles puis industriels a été au premier plan, du Traité de Rome (signé en 1957) à l'Acte Unique (signé en 1986, entré en vigueur en 1987). Mais cet objectif n'est pas un

mal en soi. Il peut même être parfaitement légitime au regard d'un rapprochement « par le haut » des niveaux de vie des peuples, si toute une série de conditions sont remplies. Notamment des politiques de redistribution des richesses en direction des pays et des régions les plus pauvres (ce qui s'est fait dans une certaine mesure, voir l'encadré 2), mais aussi des dispositifs de résorption progressive du « dumping social » fondé sur l'inégalité des droits du travail, de la santé au travail et des conditions d'emploi. Or, sans idéaliser le passé, on peut affirmer que des décisions importantes ont été prises dans ce second domaine au cours de la deuxième moitié des années 80 et jusqu'en 1992. Cela ne s'est pas fait sans de fortes pressions syndicales et politiques, qui parvenaient alors à des compromis encourageants, à défaut de résultats vraiment satisfaisants.

Encadré 2. Les fonds structurels européens ont joué un rôle limité mais positif. Ils sont désormais dans l'incapacité de contribuer à la convergence sociale vers le haut.

L'harmonisation par le haut des règles du travail, de l'emploi et de la protection sociale exige des efforts simultanés de redistribution des richesses et d'appui au développement des pays, régions et territoires « en retard ». L'Europe y a contribué, notamment par ses quatre « fonds structurels », relancés et réformés en 1988. Le plus important de ces fonds, le FEDER, existait depuis 1975. Le second, le Fonds social européen (FSE), a été créé en 1988 pour combattre le chômage de longue durée. Dans ce domaine comme dans d'autres, la période allant de la fin des années 80 jusqu'au milieu des années 90 a été marquée par une volonté de cohésion sociale, assortie de moyens, qui s'est ensuite effritée. L'objectif explicite est devenu de « renforcer la compétitivité des régions » (rapport Barnier, 2004). Le FSE est ensuite devenu un outil au service d'une « Stratégie Européenne pour l'Emploi » de plus en plus libérale, orientée vers l'objectif de progression du taux d'emploi et non vers la réduction prioritaire du chômage, terme absent du projet de Constitution. Moins de 0,4 % du PIB européen est dédié à ces fonds structurels à vocation redistributive, et les perspectives ne sont nullement à leur progression, bien au contraire, alors même que l'élargissement à des pays particulièrement « en retard » exigerait une forte ambition. Ces politiques sont devenues de plus en plus incapables de faire face aux défis de l'Europe sociale.

Ce qui est vrai, par contre, c'est que, à partir des années 90, l'Europe libérale n'a cessé de marquer des points au détriment de l'Europe sociale. Cela ne veut pas dire qu'aucun résultat n'a été engrangé, par exemple au regard des revendications de la CES (Confédération Européenne des Syndicats), mais il y en a très peu, et le bilan global est devenu très négatif. De même, si les défenseurs des services publics (notamment le CELSIG, Comité Européen de Liaison sur les Services d'intérêt Général), avaient obtenu l'inscription de ces derniers dans le traité d'Amsterdam (1997) comme « valeurs de l'union » et la rédaction ultérieure d'un livre vert, puis d'un livre blanc, contenant quelques bonnes idées, la pratique est restée celle d'une libéralisation sans règle sociale digne de ce nom (voir plus loin).

Deux tournant se sont produits. Le premier date de 1987, avec l'Acte unique et son orientation vers l'élargissement du marché intérieur en direction des services (étaient alors surtout visés les services publics), au nom de la compétitivité et, comme toujours, au nom du « consommateur », qui a bon dos quand il s'agit de l'opposer au citoyen et à ses exigences de solidarité et de cohésion sociale. Mais il ne s'agissait que d'un tournant partiel, et qui pouvait laisser des espoirs de « contrepoids » social. Le second tournant, plus radical, date de 1992, comme si le « oui » à Maastricht (position alors défendue par l'auteur de ce texte) avait donné des ailes aux forces libérales. Leçon à méditer.

De 1987 à 1992 : une riche production de normes de conditions de travail, de santé et de sécurité au travail

Mais reprenons le film des événements en matière de conditions de travail. Nous nous appuyons notamment sur des analyses du BTS (Bureau Technique Syndical Européen pour la Santé et la Sécurité, Newsletter, mars 1998 et avril 2004, et Revue de la CFDT, avril 1999, analyses de Laurent Vogel).

La grande date de l'Europe des conditions de travail est l'Acte Unique de 1987, avec son article 118A, qui permettait au Conseil d'adopter à la majorité qualifiée des directives visant à l'amélioration des conditions de travail. Le contexte politique et social de cette décision est précisé dans l'encadré 3.

Encadré 3. Le contexte de l'adoption de l'article 118A et la production normative qui a suivi
(Revue de la CFDT, *ibid.*)

Il existait un lien direct et visible entre ces thèmes et l'harmonisation des conditions de concurrence. Ainsi, quand l'article 118A fut introduit par l'Acte unique sous la pression du gouvernement du Danemark les organisations patronales de ce pays y étaient favorables. Elles estimaient que les différences de politique concernant le milieu du travail entre les États d'Europe du Nord et ceux d'Europe du Sud avaient pour effet de fausser la concurrence.

Ces débats ont été fortement impulsés par les mobilisations sociales de la fin des années 60 et 70.

(...) L'introduction de l'article 118A dans le Traité communautaire par l'Acte unique de 1986 s'inscrivait à l'encontre des vues dominantes au sein de la Commission présidée par Jacques Delors suivant lesquelles la voie royale du développement de l'Europe sociale se trouverait dans la création par le haut d'un espace de relations collectives sous la forme du « dialogue social communautaire ». Il n'est pas question de proposer ici un bilan de ce dialogue social. Il faut simplement remarquer que jusqu'à présent son apport dans le domaine du milieu du travail, comme dans celui de l'égalité hommes/femmes, a été très limité. C'est la voie législative qui a fourni la base juridique de la production normative la plus abondante en matière sociale (complétée, dans le cas de l'égalité, par une abondante jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes).

La production normative dans le domaine du milieu de travail a connu un dynamisme marqué pendant une courte période grâce à la conjonction de différents facteurs :

- Même les tendances les plus libérales (le gouvernement conservateur britannique en particulier) ne s'opposaient pas au principe d'une intervention législative communautaire à ce niveau. La reconnaissance des compétences communautaires semblait naturelle sur la base de considérations liées aux objectifs économiques du marché unique. En effet, l'absence d'harmonisation en cette matière pouvait faire obstacle à la libre circulation des marchandises et des services.

- Les institutions communautaires devaient faire un certain nombre de concessions au mouvement syndical dans le cadre de la réalisation du marché unique. Il se produisit une sorte d'échange : le mouvement syndical ne s'opposerait pas à la directive « machines », qui était la pièce fondamentale destinée à permettre la libre circulation des équipements de travail, moyennant deux conditions. L'une était l'adoption de directives sur le milieu de travail permettant de réelles améliorations dans les systèmes nationaux de prévention. L'autre était que la Communauté européenne soutienne une participation syndicale aux activités de normalisation, qui permettraient de concrétiser les exigences minimales de sécurité de la directive « machines ».

- Pour sa part, le mouvement syndical européen parvint à formuler ses propres propositions de façon assez systématique, cohérente et unitaire. Les fondements de cette autonomie syndicale sont à chercher dans les luttes massives des années 70 autour des conditions de travail, qui ont abouti à une refonte complète des conceptions syndicales dans ce domaine. L'expérience italienne et les expériences scandinaves ont joué un rôle particulièrement important à cet égard. L'élaboration des conventions 155 et 161 de l'OIT (Organisation internationale du travail) constitua aussi un précédent qui a permis au mouvement syndical d'élaborer des stratégies communes.

L'ensemble normatif adopté entre 1989 et 1992 sur la base de l'article 118A a constitué un acquis incontestable, unique en son genre, en dépit d'insuffisances ou d'ambiguïtés qui ont facilité les reculs ultérieurs. Il comprend une importante directive-cadre (1989), quatorze directives particulières de celle-ci, et trois directives spécifiques qui visent à réglementer des questions transversales jouant un rôle déterminant dans la construction de la santé au travail : organisation du temps de travail, santé et sécurité des travailleurs intérimaires et à durée déterminée, et travail des jeunes. Cette production normative fut alors considérée comme le complément social de la réalisation du marché unique, et d'une certaine façon une condition de son fonctionnement.

Mais comme on va le voir, la période qui a suivi Maastricht a été caractérisée par de nombreux reculs, y compris sur un point essentiel : la transposition de ces directives dans le droit de chaque État.

Après Maastricht : des acquis menacés ou remis en cause

Nous suivons ici l'analyse du BTS (Newsletter, mars 1998, et revue de la CFDT, avril 1999).

« Après 1992, l'objectif d'harmonisation en matière sociale a été progressivement relégué à l'arrière-plan. Il s'est produit une forte offensive dérégulationniste justifiée par différentes argumentations. La nécessité de renforcer la compétitivité, l'application du principe de subsidiarité, les difficultés de la mise en application des directives existantes, etc., ont eu pour effet après 1992 d'adopter des mesures généralement d'un niveau médiocre et d'établir une sorte de pause législative alors même que le programme d'élaboration des directives était resté inachevé ». Des régressions sérieuses ont commencé à se produire, notamment avec le projet de directive sur le temps de travail.

Par ailleurs, à l'examen des transpositions nationales des directives de santé au travail, il apparaît que la plupart des objectifs substantiels proposés ou bien n'ont pas été atteints, ou bien ont parfois été inscrits dans des textes, mais n'ont pas été appliqués parce que « les systèmes d'inspection et de sanction sont peu contraignants ».

« Il s'est produit à partir de 1992 une démobilisation de la Commission qui a très peu accompagné le travail de transposition. Ainsi les débats liés à la transposition, quand ils ont eu lieu, ont surtout été des débats nationaux. Cela est certainement vrai au niveau des autorités

étatiques et communautaires, cela l'est tout autant pour le patronat qui n'a guère de politique européenne en la matière (si ce n'est de dénoncer dans des campagnes virulentes le coût exorbitant que représenterait le respect de la santé et de la vie par les entreprises) ».

« Les politiques libérales ont visé à affaiblir les facteurs non économiques qui légitiment le droit social pour revendiquer une fonctionnalité économique de celui-ci. Il s'agissait d'élaborer un droit flexible en mesure de renforcer la « compétitivité » ou de servir les « politiques de l'emploi ».

Pourtant, « les enquêtes sur les conditions de travail dans l'Union européenne menées par la Fondation européenne de Dublin indiquent des tendances préoccupantes. Si les risques traditionnels (risques chimiques, sécurité des machines, bruit, etc.) ont globalement diminué tout en restant importants pour certaines catégories de travailleurs, les risques liés à l'organisation du travail, à son intensité, à un éclatement des temps de travail tendent à s'accroître.

Un tournant semblable pour les services publics

Pendant trente ans, de 1957 à 1987, la Communauté européenne a considéré que les services publics relevaient de la compétence des Etats membres. Le marché commun prévoyait bien la libre circulation des services, mais la Communauté européenne n'a pas légiféré. Trente ans de « tranquillité » qui n'ont pas empêché les services publics, en France, de se moderniser et, bien souvent, de réaliser des performances économiques, technologiques et sociales que bien des pays enviaient, en dépit de certains déficits de démocratie qui n'ont aucune chance d'être réduits par la privatisation, bien au contraire. Au point qu'en 2002, Romano Prodi, Président de la Commission européenne, lançait dans Le Monde (17 octobre) un vibrant hommage au "niveau d'efficacité des services publics français... C'est la force de la France et il serait bon que des pays imitent cette efficacité"... sous réserve toutefois que cela "ne suscite pas de réactions négatives dans d'autres pays qui respectent les règles de la concurrence". On peut dire que cette déclaration embarrassée et démagogique reflète bien les orientations dominantes de la Commission européenne. Oui, les services publics français sont plutôt (ou étaient, car cela se dégrade) parmi les meilleurs, mais il faut qu'ils changent pour s'aligner sur les règles concurrentielles des autres, ou de certains d'entre eux. Toute l'histoire des grands textes européens depuis la fin des années 80 relève de ces pressions faisant de la concurrence le principe incontournable, et des missions de service public (devenus services d'intérêt économique général, SIEG) un appendice bien ennuyeux qu'il faut réduire ou contourner.

Le traité dit de l'Acte unique (1987) marque une première rupture. L'un de ses objectifs est la réalisation du projet de marché intérieur avant le 1^{er} janvier 1993 (article 8A du Traité instituant la Communauté européenne – TCE), notamment à travers la mise en œuvre des « quatre libertés » : libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Dès cette date s'engage donc un vaste processus progressif de libéralisation des services publics, secteur par secteur. La période qui suit le traité de Maastricht va, ici aussi, marquer une accélération néo-libérale, sous forte influence britannique, après la période Thatcher qui a pourtant produit des effets catastrophiques au Royaume-Uni (chemins de fer, énergie, poste...).

Depuis la fin des années 1980, la libéralisation des services publics est l'alpha et l'oméga de la Commission et de l'Union

Les directives (lois européennes) adoptées depuis plus de quinze ans nous éclairent sur les politiques de l'Union européenne.

Pour les grands services publics en réseaux comme les transports, l'électricité, le gaz, les télécommunications, la libéralisation (ouverture à la concurrence) a conduit l'Union européenne à reconnaître la nécessité d'assurer l'accès à un certain nombre de services, jugés essentiels, par la définition d'un service minimum (appelé « service universel »). Ce service minimum n'est qu'un filet de sécurité et n'assure pas l'égalité d'accès et de traitement de tous.

Les directives (lois) réalisent la libéralisation de tous les grands secteurs en organisant la concurrence des entreprises privées. Voici les principaux exemples, par ordre chronologique : transports maritimes libéralisés entre 1986 et 2001. Transports aériens libéralisés entre 1987 et 1997. Transports routiers totalement libéralisés (pour ceux qui ne l'étaient pas déjà) entre 1986 et 1998. Transports fluviaux libéralisés entre 1994 et 2000. Télécommunications : libéralisation très importante en janvier 1998 ; cinq

nouvelles directives pour limiter la domination de l'opérateur historique. Transport ferroviaire libéralisé à partir de 2001 en plusieurs séries successives de textes (directives et/ou règlements) ou « paquets ferroviaires » : premier paquet en 2001 (fret international pour tout opérateur sur les lignes importantes) ; deuxième paquet en 2004 (fret international sur l'ensemble des réseaux, puis cabotage) ; troisième paquet encore en discussion actuellement (voyageurs internationaux, puis cabotage des voyageurs). Postes : libéralisation des envois de plus de 350 g, soit 3% du marché en 1998 ; libéralisation des envois de plus de 50 g en 2006 (20% du marché) ; libéralisation totale en 2009. Électricité libéralisée entre 2000 et 2003.

Dans aucun domaine, peut-être, le virage néo-libéral des années 90 n'est plus clair que dans celui des services publics de réseau. Mais, si un coup d'arrêt n'est pas donné – et une occasion unique se présente avec le référendum – les années à venir seront pires, car c'est désormais l'ensemble des services marchands ou pouvant le devenir (c'est-à-dire presque tous les services) qui sont dans le collimateur de la Commission, de l'AGCS, et de leurs amis du patronat : la santé, l'éducation, la culture, la protection sociale, la « sous-traitance » ou « délégation » des services des administrations...

Encadré 4. Le même virage néo-libéral dans l'agriculture

Extraits d'un entretien avec José Bové, ancien porte-parole de la Confédération paysanne (Le Monde du 17 mars 2005).

Les agriculteurs sont, depuis trente ans, les premiers bénéficiaires des aides financières européennes. Pourquoi entrez-vous en campagne, au nom de la confédération paysanne, pour le "non" au traité européen?

L'Europe s'est construite d'abord avec la mise en place de la politique agricole commune (PAC) et les agriculteurs ont été les premiers à participer à cette construction. Il s'agissait d'organiser la souveraineté alimentaire comme facteur de paix. La situation s'est complètement inversée avec la réforme de la PAC. On a modifié les règles d'attribution des aides aux agriculteurs en abandonnant la préférence communautaire et on est entré dans une logique de marché en appliquant les prix mondiaux. Cela va avoir des conséquences dramatiques chez les paysans. Depuis dix ans, 200.000 exploitations disparaissent chaque année dans l'Union européenne, c'est-à-dire une exploitation toutes les trois minutes. C'est l'ensemble de cette construction européenne agricole qui est en train d'être démantelée.

Mais en quoi le texte qui est débattu aujourd'hui accentue-t-il ce phénomène ?

On parle beaucoup de la directive Bolkestein, mais nous avons eu le même type de processus de déréglementation de la concurrence dans la filière fruits et légumes. On a assisté à une concentration de serres en Andalousie, dans le sud de l'Espagne, où les gros exploitants obtiennent des prix de vente dérisoires en employant des travailleurs clandestins et avec une législation sociale inférieure à la nôtre. C'est cette logique que les paysans rejettent en votant "non".

Précision (JG). La réforme de la PAC (2003) vise à « permettre aux agriculteurs de l'Union d'être plus compétitifs » et à « renforcer la position de négociation de l'UE dans le cadre de l'OMC » (http://europa.eu.int/comm/agriculture/capreform/index_fr.htm).

Conclusion : de bonnes raisons de voter non

En votant « non » au texte qui nous est proposé, il s'agit avant tout de dire « non » au contexte : le virage néo-libéral qui a marqué l'histoire de la construction européenne au cours des années 90. Qui peut croire qu'en continuant sur la base des dernières années et en se prononçant pour un texte avant tout défendu par les responsables de ce virage,

on serait en meilleure posture qu'en le mettant en échec ? Comment peut-on espérer, par exemple, qu'en s'inscrivant dans le cadre de la Constitution et en continuant le jeu d'un lobbying bruxellois de plus en plus déséquilibré en faveur du patronat, on donnera un coup d'arrêt à la dégradation en cours du droit du travail, de la santé au travail et des normes de protection sociale en Europe ? Comment ne pas voir que, ces dernières années, les organisations syndicales ou les groupes de défense des services publics pratiquant le lobbying n'ont cessé d'avalier des couleuvres ?

« À Bruxelles, le référendum français perturbe les travaux de la Commission Barroso. Sur plusieurs dossiers-clés, les tractations sont liées à l'issue de la consultation sur le référendum ». Tel était le titre d'un article fort instructif du « Monde » du 3 mars 2005. Mais s'il est vrai que la perspective de ce référendum « perturbe » les projets ultra-libéraux et que « J. Chirac a demandé à M. Barroso d'inciter ses troupes à faire preuve de retenue » dans cette période, il faut être aveugle pour ne pas voir que ces perturbations provisoires prendront fin si le « oui » l'emporte. C'est pourquoi il importe de « perturber » beaucoup plus fortement et durablement ces orientations pour donner une nouvelle chance à l'Europe sociale, contre l'Europe néo-libérale.

Il y a, dans le « non », un pari sur l'avenir ? Sans doute. Mais qu'a-t-on à perdre ? Entre la quasi-certitude que le « oui » fera plaisir avant tout aux libéraux et sociaux-libéraux, et une chance assez unique de renforcer les mobilisations contre le virage néo-libéral en Europe, les citoyens qui pensent encore que l'Europe a un rôle à jouer dans le monde comme « contre-modèle » s'opposant au modèle anglo-saxon ont un rendez-vous historique à ne pas manquer.